



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
2 juin 2014

Original: français

Comité des droits de l'enfant

Soixante-sixième session

Compte rendu analytique de la 1878^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 27 mai 2014, à 10 heures

Président(e): M^{me} Sandberg

Sommaire

Examen des rapports des États parties (*suite*)

Quatrième et cinquième rapports périodiques de la Jordanie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (suite)

Rapport initial de la Jordanie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

Rapport initial de la Jordanie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.5108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-03609 (F) 020614 020614



* 1 4 0 3 6 0 9 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Examen des rapports des États parties (suite)

Quatrième et cinquième rapports périodiques de la Jordanie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC/C/JOR/4-5;CRC/C/JOR/Q/4-5; CRC/C/JOR/Q/4-5/Add.1) (suite)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation jordanienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que l'expression «crimes d'honneur» n'existe pas dans le Code pénal et que ces crimes sont réprimés avec la même sévérité que n'importe quel autre homicide. Une étude a montré qu'un pourcentage important de crimes dits «d'honneur» avait fait l'objet de poursuites pénales et que les auteurs n'avaient bénéficié d'aucune des circonstances atténuantes que la loi reconnaît dans certains cas très précis.
3. **M. Al Museimi** (Jordanie) explique que, outre la gravité de l'infraction commise, le degré de préméditation est un facteur déterminant dans l'appréciation des faits et la détermination de la peine à appliquer. La loi dispose clairement que le fait d'avoir été victime d'atteinte à l'honneur ne constitue pas une circonstance atténuante et ne peut être invoqué dans l'espoir d'obtenir la clémence de la justice. Toutefois, l'article 340 du Code pénal tel que modifié définit comme circonstances atténuantes certains facteurs émotionnels pouvant avoir poussé l'auteur d'un homicide à passer à l'acte, mais cet article n'a jamais été invoqué par les juges pour appliquer une sanction moins sévère.
4. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que le nouveau plan national pour l'enfance a été élaboré sur la base des conclusions de l'évaluation du plan national pour l'enfance 2004-2013, avec la participation de tous les organismes compétents. Les grands axes de la politique de l'enfance sont définis notamment par l'Association de protection de la famille et de l'enfance, sous les auspices du Conseil national des affaires familiales, avec l'active participation de tous les acteurs spécialisés dans la protection de l'enfance. Le Centre national des droits de l'homme – qui est l'institution nationale de protection des droits de l'homme – publie un rapport annuel, dont les conclusions et recommandations sont diffusées à tous les ministères concernés, lesquels sont tenus d'affecter les fonds nécessaires à la mise en œuvre des recommandations formulées. Le Centre national des droits de l'homme est aussi habilité à recevoir les plaintes émanant d'enfants, qui sont examinées gratuitement par des avocats spécialisés, et à diligenter des enquêtes.
5. La Convention a été diffusée dans les écoles et les juges ont été formés à ses dispositions. Depuis 2013, en vertu de la loi sur les entreprises privées, les entreprises qui emploient une proportion importante de femmes doivent installer une crèche dans leurs locaux, ce que 80 entreprises ont fait à ce jour.
6. **La Présidente**, s'exprimant en qualité de membre du Comité, demande s'il est exact que les enfants ne peuvent pas porter plainte sans le consentement préalable de leurs parents.
7. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) répond que les plaintes faisant suite à une infraction pénale doivent être déposées par le responsable légal de l'enfant si celui-ci a moins de 15 ans. Il est en outre prévu de donner aux procureurs le pouvoir de porter plainte au nom de l'enfant en cas de violation du Code de la famille.
8. **M. Al Armouti** (Jordanie) dit qu'aucun enfant palestinien n'a jamais été déchu de la nationalité jordanienne, le droit jordanien ne prévoyant pas une telle mesure.
9. **M. Al Tawalbeh** (Jordanie) dit que, si l'âge minimum du mariage est fixé à 18 ans, le juge peut, sous certaines conditions, autoriser le mariage d'une personne ayant 15 ans révolus. Il convient de noter que les tribunaux n'ont jamais eu connaissance de cas de

mariage d'enfants de moins de 15 ans. De plus, la population est sensibilisée à l'interdiction des mariages précoces et encouragée à dénoncer les cas suspects aux autorités compétentes, y compris en cas de mariage conclu à l'étranger. En avril 2014, une séance de sensibilisation aux implications du mariage a été organisée à Amman à l'intention de futurs mariés, et il est prévu de légiférer afin de rendre ces séances obligatoires pour tous les candidats au mariage.

10. **La Présidente**, s'exprimant en qualité de membre du Comité, demande comment le juge s'assure que les filles mariées avant l'âge de 18 ans ont donné leur consentement au mariage.

11. **M. Al Tawalbeh** (Jordanie) dit que le juge est légalement tenu de mener une enquête complète pour vérifier que la future mariée consent au mariage. Il procède notamment à un entretien poussé avec l'intéressée et sa famille, demande la réalisation d'un bilan psychologique et sollicite l'avis de travailleurs sociaux. Une décision positive du juge peut toujours être révoquée par une juridiction supérieure et le mariage être annulé.

12. En droit musulman, la transmission de l'héritage est régie par des règles très strictes et, contrairement à une croyance répandue, ces règles ne sont pas systématiquement défavorables aux femmes et aux filles. De plus, il n'existe aucune discrimination entre garçons et filles dans la jouissance du droit à la santé et du droit à l'éducation, qui sont consacrés par la loi sur le statut personnel.

13. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que la Jordanie a le taux d'analphabétisme le plus faible de tous les pays du Moyen-Orient et que l'idée selon laquelle les familles cherchent systématiquement à marier leurs filles une fois celles-ci majeures est fausse. D'ailleurs, les universités accueillent plus de filles que de garçons et les familles accordent une place particulière aux filles, qu'elles soutiennent dans la réalisation de leurs projets personnels ou professionnels.

14. **La Présidente**, s'exprimant en qualité de membre du Comité, demande si des campagnes visant à inciter les femmes à travailler ont été organisées et si l'État a pris des mesures pour valoriser l'image des femmes qui travaillent.

15. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que, dans l'ensemble, la société jordanienne voit le travail des femmes d'un bon œil et que le cadre juridique a évolué dans ce sens. Ainsi, le Code du travail prévoit que les femmes ont droit à un congé maternité d'une durée de deux ans et à une heure par jour pour allaiter leur enfant au travail. De plus, beaucoup d'entreprises se sont dotées de crèches. Le Conseil national des affaires familiales coordonne l'application des diverses stratégies de protection de l'enfance, dont la stratégie nationale pour la protection des enfants contre la violence familiale, qui prévoit la création d'une base de donnée en ligne qui contiendra des renseignements sur les procédures engagées dans des affaires de maltraitance d'enfants. Il est aussi prévu de mettre en place des programmes de renforcement des capacités à l'intention des divers organismes et intervenants qui travaillent dans le domaine de la protection de l'enfance. En outre, il existe un cadre stratégique de prévention de la violence au niveau national, qui prévoit la mise en place d'un ensemble de services de réadaptation et une prise en charge multidisciplinaire des enfants victimes. Adoptée en 2008, la loi sur la lutte contre la violence familiale a permis la création d'équipes de travailleurs sociaux chargées d'aider et d'accompagner les victimes, sur le plan psychologique notamment, et de les orienter vers les services appropriés.

16. Si les châtiments corporels sont interdits à l'école, l'article 62 du Code pénal autorise les parents à administrer certaines formes de corrections à leurs enfants. Toutefois, depuis 2011, les formes de punition qui risquent de porter atteinte à l'intégrité physique ou psychologique de l'enfant sont interdites et entraînent des sanctions pénales. En avril 2014, un atelier de réflexion sur les conséquences sociales des châtiments corporels a été organisé et les conclusions auxquelles il a abouti seront transmises aux juges.

17. **La Présidente** demande pourquoi l'État partie n'a pas abrogé la disposition autorisant les châtiments corporels dans certaines circonstances.

18. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) répond que la législation évolue par étapes et que l'étape suivante ne pourra être franchie que lorsque la société sera prête. Pour l'heure les autorités s'attachent surtout à sensibiliser la population aux méfaits des châtiments corporels.

19. **M. Al Museimi** (Jordanie) dit que la loi interdit de pratiquer une hystérectomie sans le consentement de la femme concernée. Toute personne qui pratiquerait une ablation de l'utérus sans l'accord de l'intéressée engagerait sa responsabilité pénale. Le fait que la victime soit une personne handicapée constitue une circonstance aggravante.

20. **M. Al Tawalbeh** (Jordanie) ajoute que, selon le droit islamique, quiconque porte atteinte à l'intégrité physique d'autrui sans raison médicale peut être condamné à verser le «prix du sang» (*diya*). La majorité des jeunes qui se fiancent entre 15 et 18 ans ne se marient qu'après leur dix-huitième anniversaire. À ce jour, les contrôles effectués régulièrement n'ont mis au jour aucun mariage qui aurait été contracté en violation des directives officielles relatives à l'application du Code du statut personnel.

21. Les questions que se pose le Comité quant à la garde des enfants, particulièrement ceux nés hors mariage, sont certainement dues à un malentendu. L'âge de l'enfant ou la religion de la mère ne sont que des critères parmi d'autres, examinés dans le but de garantir le maintien des liens de l'enfant avec tous les membres de sa famille et la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Le statut de mère, légalement reconnu à toute femme dès qu'elle accouche d'un enfant, ne peut être contesté en aucune manière, quelle que soit la situation matrimoniale de l'intéressée. Une femme ne peut être qualifiée de «mère d'accueil» que dans les cas où elle ne peut pas prouver que c'est elle qui a donné la vie à l'enfant.

22. **M. Al Awamleh** (Jordanie) précise que le Centre de redressement et de réadaptation pour femmes dispose d'un foyer pouvant accueillir les enfants des détenues de la naissance jusqu'à l'âge de 4 ans.

23. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que les institutions de protection de remplacement relèvent du Ministère des affaires sociales. Le placement d'un enfant dans ces structures est une mesure de dernier ressort.

24. **M. Al Awamleh** (Jordanie) ajoute que, d'après les chiffres dont il dispose, ce sont les garçons et non les filles qui sont majoritaires dans les institutions de protection de l'enfance, que ce soient les orphelinats ou les foyers pour enfants handicapés. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'en Jordanie, les garçons sont un peu plus nombreux que les filles à la naissance.

La séance est suspendue à 11 h 35; elle est reprise à 11 h 50.

25. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) indique que, selon les données du Ministère de l'éducation, le taux d'abandon scolaire, qui regroupe non seulement les abandons définitifs mais aussi les interruptions de longue durée de la scolarité, est de 4 %. Des mesures sont prises pour réduire ce taux et un projet mis en œuvre dans ce contexte a permis à 400 enfants entrés prématurément sur le marché du travail de reprendre leur scolarité. La loi sur l'enseignement obligatoire a en outre été récemment modifiée et prévoit la suppression des aides sociales aux parents qui déscolarisent leurs enfants avant la fin de la scolarité obligatoire. Le droit à l'éducation est garanti à tous, sans distinction de nationalité. Parmi les pays de la région, la Jordanie enregistre l'un des meilleurs taux de réussite scolaire des filles, qui sont même majoritaires dans l'enseignement supérieur.

26. La Jordanie a l'un des taux de prévalence du VIH/sida les plus bas du monde arabe. Elle n'en a pas moins mis en place une stratégie nationale relative au VIH/sida, qui

comprend un volet information et prévention ainsi que diverses mesures visant à lutter contre la stigmatisation des personnes séropositives et à favoriser leur insertion sur le marché du travail. Diverses initiatives ont été prises pour promouvoir l'allaitement maternel et la commercialisation des laits artificiels est encadrée par une loi. Les enfants handicapés ou les enfants ayant des besoins particuliers ont accès aussi bien aux écoles publiques qu'aux écoles privées. Des informations concernant le nombre de ces enfants qui sont scolarisés en milieu ordinaire seront communiquées par écrit au Comité ultérieurement.

27. **M. Al Awamleh** (Jordanie) dit que la Jordanie a dû procéder à d'importantes réductions budgétaires du fait de la situation économique mais qu'elle a fait le choix de préserver les budgets de la santé et de l'éducation.

28. **M. Sukayri** (Jordanie) dit que la Jordanie accueille une très forte population de réfugiés, dont environ 1,3 million de Syriens. Cette situation a d'importantes répercussions sur les plans économique et financier, l'État jordanien accordant notamment aux réfugiés un accès gratuit aux services d'éducation et de santé. Le Gouvernement n'est pas en mesure d'assumer à lui seul cette lourde charge et compte sur l'assistance des organisations internationales et des pays donateurs.

29. **M. Al Armouti** (Jordanie) dit que le Protocole d'accord signé en 1998 entre le Gouvernement jordanien et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) régit la protection et l'assistance dont bénéficient les réfugiés. Il y a certes eu des allégations de violence à l'égard d'enfants dans les camps de réfugiés, mais aucune plainte ne les a corroborées. Le Ministère de l'intérieur a toutefois demandé à ce que des visites inopinées soient menées dans les camps, avec l'aide d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales (ONG), et le Gouvernement a pris des mesures pour mieux assurer la sécurité des réfugiés, notamment des mineurs. Toute personne qui commet un délit doit répondre de ses actes devant la justice, quelle que soit sa nationalité. Aucun enfant réfugié n'a été renvoyé d'un camp de réfugié quel qu'il soit. Les réfugiés bénéficient de soins de santé gratuits dans les dispensaires, les centres de santé et les hôpitaux implantés dans les camps; les femmes ont en outre accès à des consultations prénatales et à des services de santé sexuelle et génésique dans ces établissements.

30. **La Présidente** croit savoir que les réfugiés palestiniens qui se présentent à la frontière jordanienne sont souvent refoulés. Il semblerait en outre qu'un enfant de père syrien et de mère palestinienne ait le droit d'entrer sur le territoire accompagné de son père seulement. D'après des informations dignes de foi, les enfants palestiniens ayant besoin de soins de santé seraient autorisés à séjourner en Jordanie le temps de leur traitement, mais seraient ensuite expulsés. Un complément d'information à ce sujet serait le bienvenu.

31. **M. Al Armouti** (Jordanie) dit qu'à l'instar de nombreux autres pays du monde qui réglementent l'accès des étrangers à leur territoire national, la Jordanie subordonne l'entrée des ressortissants palestiniens à l'obtention préalable d'une autorisation délivrée par les autorités. S'il est arrivé que des Palestiniens soient refoulés à la frontière, c'était sans doute pour des raisons de sécurité.

32. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) dit que la loi interdit le travail des enfants de moins de 17 ans, et que ceux ayant entre 17 et 18 ans ne doivent pas effectuer de tâches pouvant nuire à leur santé physique ou psychique ou à leur bonne moralité. Les employeurs qui enfreignent cette interdiction s'exposent à une amende. En outre, la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains réprime l'exploitation commerciale des enfants. Les quelque 180 inspecteurs du travail que compte le pays effectuent des visites inopinées dans les entreprises pour vérifier l'âge des employés ainsi que les conditions de travail des mineurs, et le Ministère du travail mène des campagnes pour sensibiliser les employeurs à la question du travail des enfants. En vertu de la loi sur les mineurs, les enfants des rues ne sont pas considérés comme des délinquants mais comme des personnes ayant besoin de

protection. Des mesures de protection sont d'ailleurs prises en faveur des vendeurs ambulants mineurs ou encore des enfants qui jouent dans les décharges publiques.

Rapport initial de la Jordanie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (CRC/C/OPAC/JOR/1; CRC/C/OPAC/JOR/Q/1; CRC/C/OPAC/JOR/Q/1/Add.1)

33. **M. Gurán** (Rapporteur pour la Jordanie, pour le Protocole concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés) demande si c'est le Ministère de l'intérieur ou le Ministère de la défense qui est responsable de l'application du Protocole dans l'État partie, et quelles mesures l'État partie a prises pour faire connaître cet instrument à la population, et en particulier aux professionnels concernés. Il aimerait savoir si l'État partie entend modifier la loi sur la sécurité publique en vue de relever l'âge minimal d'admission dans les forces de sécurité, qui est actuellement de 17 ans, et quelle est la méthode utilisée pour évaluer l'âge des recrues. Enfin, il souhaiterait un complément d'information sur l'enseignement dispensé dans les écoles militaires et voudrait notamment savoir si les mineurs sont formés au maniement des armes.

34. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour la Jordanie, pour le Protocole concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés), faisant observer que l'âge de l'enrôlement dans les forces armées varie entre 15 ans et 18 ans selon les textes de loi, aimerait connaître l'âge minimum retenu dans la pratique. Elle voudrait aussi savoir pourquoi l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ne constitue pas un crime de guerre dans l'État partie. En outre, elle fait observer qu'il existe dans les camps des milices qui enrôlent des enfants, et invite l'État partie à fournir au Comité un complément d'information sur ce sujet dans son prochain rapport périodique. Enfin, elle demande en quoi les programmes scolaires des écoles ordinaires et des écoles militaires diffèrent, vu que les unes comme les autres accueillent des enfants dès l'âge de 6 ans, et quelles mesures l'État partie a prises ou entend prendre pour s'assurer que les enfants étrangers qui se présentent à la frontière n'ont pas pris part à des hostilités dans d'autres pays.

Rapport initial de la Jordanie sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/JOR/1; CRC/C/OPSC/JOR/Q/1; CRC/C/OPSC/JOR/Q/1/Add.1)

35. **M. Gastaud** (Rapporteur pour la Jordanie, pour le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants) déplore que le droit jordanien n'interdise pas expressément les infractions visées aux articles 2 et 3 du Protocole facultatif, et donc que les actes correspondants ne soient pas réprimés. Il aimerait savoir quelles mesures l'État partie a prises pour combattre la traite des êtres humains, et s'il est déjà arrivé que les auteurs d'un tel crime soient poursuivis et condamnés. Il souhaiterait aussi connaître les mesures prises pour prévenir l'exploitation sexuelle des filles et pour aider les victimes de la traite et d'actes de pédopornographie à se reconstruire, ainsi que la nature des sanctions imposées aux chefs de réseaux de prostitution. Il voudrait en outre savoir si des contrôles sont effectués pour veiller au respect de la législation interdisant le tourisme sexuel, et si ce sont des médecins, des psychologues ou encore des magistrats qui répondent aux appels des victimes sur la ligne téléphonique spéciale mise en place par l'État partie. Enfin, la délégation est invitée à indiquer si le Protocole facultatif a déjà servi de base juridique pour l'extradition.

36. **La Présidente** demande des précisions sur les dispositions pénales qui permettent d'excuser l'exploitation sexuelle des filles jugées «immorales», ainsi que sur la situation des réfugiées syriennes enlevées en Iraq et introduites clandestinement en Jordanie à des fins d'exploitation sexuelle.

37. **M^{me} Al Daher** (Jordanie) indique qu'un projet de loi à l'examen devant le Parlement prévoit de relever de 7 ans à 12 ans l'âge de la responsabilité pénale. En l'état actuel des choses, les tribunaux tiennent systématiquement compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans leurs décisions, prennent l'avis d'un travailleur social avant de se prononcer et privilégient les peines de substitution à la détention dans les affaires concernant des mineurs.

La séance est levée à 13 heures.